



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Robert Ford,

plaignant,

et

International Longshore and Warehouse Union,
section locale 502,

intimé.

Dossier du Conseil : 29807-C

Référence neutre : 2013 CCRI 682

Le 15 mai 2013

Le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) était composé de M^c William G. McMurray, Vice-président, et de MM. John Bowman et André Lecavalier, Membres.

Représentants des parties au dossier

M^{me} Teresa Ford, pour M. Robert Ford;

M^c Bruce A. Laughton, pour l'International Longshore and Warehouse Union, section locale 502.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^c William G. McMurray, Vice-président.

I. Nature de la plainte

[1] Le 4 février 2013, M. Robert Ford (le plaignant) a déposé une plainte auprès du Conseil. Il allègue que son syndicat, l'International Longshore and Warehouse Union, section locale 502 (l'ILWU ou le syndicat), a enfreint le paragraphe 110(1) du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*). Il affirme que le syndicat n'a pas répondu à la demande qu'il lui avait présentée par écrit en novembre 2012, dans laquelle il réclamait une copie des états financiers à partir de 2009. Plus précisément, dans une lettre datée du 6 novembre 2012, M. Ford avait demandé au syndicat de lui fournir une copie d'un certain nombre de documents, y compris « une expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui, conformément à l'article 110 du *Code canadien du travail* » (traduction).

[2] Le syndicat admet qu'il n'a pas fourni d'expertise comptable judiciaire au plaignant, mais il nie avoir enfreint le *Code*. Au cours de la présente procédure, le cabinet d'experts-comptables dont les services avaient été retenus par le syndicat a terminé la vérification des états financiers de 2012 et a fait parvenir une copie des états financiers audités au syndicat; ce dernier en a, à son tour, transmis une copie à M. Ford et au Conseil.

[3] Pour les motifs exposés ci-après, le Conseil rejette la plainte. L'expertise comptable judiciaire complète demandée par le plaignant n'est pas assimilable à des états financiers au sens de l'article 110 du *Code*. Une partie de la demande que le plaignant a présentée au syndicat soulève également un problème relativement à la date de présentation de celle-ci. Ni le Conseil ni son prédécesseur ne semblent avoir déjà été saisis d'une affaire portant sur la question de la date de présentation d'une demande présentée en vertu de l'article 110 du *Code*.

II. Observations

[4] La plainte est exposée dans une lettre datée du 17 janvier 2013 que M. Ford a présentée au Conseil le 4 février 2013. M. Ford a déposé, à l'appui de sa plainte, une copie de deux lettres qu'il avait précédemment écrites au président du syndicat. Dans la première lettre, datée du 6 novembre 2012, le plaignant demande au syndicat de lui fournir un certain nombre de documents et de pièces. Il est utile en l'espèce de reproduire ici la liste des demandes formulées dans cette lettre :

1. la confirmation que l'accusation a été portée uniquement par [« D. B. »] et personne d'autre, et les détails de l'accusation;
2. les détails de ma suspension, y compris la date de son entrée en vigueur et les dispositions en vertu desquelles cette décision a été prise;
- 3. une expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui, conformément à l'article 110 du Code canadien du travail;**
4. une copie des recommandations du vérificateur judiciaire « aux fins de contrôle interne », dont il a été fait mention lors de la réunion de la section locale en octobre 2012;
5. une copie de tous les reçus et dépôts liés au compte en question;
6. une copie de toutes les politiques ou décisions de la section locale relativement à la gestion de ses finances;
7. une copie des rapports du fiduciaire de 2009 à aujourd'hui;
8. une liste des taux de rémunération standard de tous les agents et dirigeants de la section locale 502;
9. tous les documents pertinents sur support électronique et papier, y compris les courriers électroniques échangés au sujet de cette affaire;
10. une copie de tout document ou pièce de correspondance entre le syndicat et l'employeur au sujet de cette affaire, y compris toute la correspondance électronique;
11. les notes relatives à toute entrevue ou tout rapport réalisé par la section locale ou en son nom lors de l'enquête portant sur cette affaire;
12. le relevé des appels faits ou reçus à partir des numéros de cellulaire [604-xxx-xxxx] et [604-xxx-xxxx] entre le 1^{er} et le 31 août 2012;
13. le détail des directives et des instructions données aux dirigeants et aux agents de la section locale 502 de l'ILWU au sujet de cette affaire;
14. les procès-verbaux des réunions de la section locale, des réunions des dirigeants et des réunions spéciales tenues de 2009 à aujourd'hui.

(traduction; c'est nous qui soulignons)

[5] Le seul point directement lié à la présente plainte est le point trois : «une expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui, conformément à l'article 110 du *Code canadien du travail*» (traduction). Il n'y a aucune demande dans cette lettre pour des états financiers à proprement parler.

[6] Le plaignant voulait obtenir une copie de ces documents et pièces pour se préparer à une réunion du Comité chargé des griefs et des demandes de placement du syndicat, qui devait avoir lieu le 13 novembre 2012 et à laquelle il devait assister. M. Ford a également fourni au Conseil une copie de la lettre du 21 novembre 2012 qu'il a envoyée par la suite au président du syndicat, dans laquelle il réitérait sa demande du 6 novembre.

[7] Le 14 février 2013, le syndicat a présenté sa réponse à la plainte. Dans cette réponse, le syndicat a indiqué qu'il n'avait pas d'états financiers audités pour les exercices 2009, 2010, 2011 et 2012. Il a toutefois précisé qu'il avait pris des mesures pour obtenir des états financiers audités pour l'exercice 2012, qui comprendraient des valeurs de comparaison avec l'exercice 2011. Le syndicat s'est également engagé à fournir au plaignant une copie de ces états financiers audités dès qu'il les recevrait. Le syndicat a également fait remarquer que, à son avis, l'expertise comptable judiciaire demandée par le plaignant n'était pas assimilable à des états financiers au sens de l'article 110 du *Code*. Le syndicat a reconnu qu'il a en main une expertise comptable judiciaire et que celle-ci avait été préparée expressément pour le procès en instance qu'il a intenté au civil contre M. Ford et d'autres personnes. Le syndicat a nié avoir enfreint le *Code*.

[8] Dans une lettre datée du 22 février 2013, M. Ford a présenté sa réplique. Il fait lui aussi directement référence au procès que le syndicat a intenté au civil contre lui. En fait, il fait remarquer que ce procès au civil a commencé il y a de cela environ cinq ou six mois. Compte tenu du laps de temps écoulé, il estime qu'il devrait maintenant être en possession des renseignements qu'il a demandés au syndicat.

[9] Dans une lettre datée du 16 avril 2013, le syndicat a fourni au Conseil et à M. Ford une copie des « états financiers combinés de la section locale 502 de l'ILWU pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012 » (traduction). Ces états financiers ont été préparés par un cabinet de comptables agréés situé à Vancouver, en Colombie-Britannique. Ils contiennent les résultats audités de l'exercice 2012 et des valeurs de comparaison avec l'exercice 2011.

III. Le droit

[10] Le *Code* prévoit que les membres d'un syndicat ont le droit d'obtenir une copie des états financiers du syndicat à la date de clôture du dernier exercice. Parallèlement, le syndicat est tenu, sur demande d'un de ses membres, de fournir à celui-ci une copie de ses états financiers. L'article 110 du *Code* prévoit ce qui suit :

110. (1) Les syndicats et les organisations patronales sont tenus, sur demande d'un de leurs adhérents, de fournir gratuitement à celui-ci **une copie de leurs états financiers à la date de clôture du dernier exercice**, certifiée conforme par le président ainsi que par le trésorier ou tout autre dirigeant chargé de l'administration et de la gestion de leurs finances.

(2) Les états financiers doivent être suffisamment détaillés pour donner une image fidèle des opérations et de la situation financières du syndicat ou de l'organisation patronale.

(3) Saisi d'une plainte d'un adhérent accusant son syndicat ou son organisation patronale d'avoir violé le paragraphe (1), le Conseil peut, par ordonnance, enjoindre au syndicat ou à l'organisation patronale de lui transmettre des états financiers, dans le délai et en la forme qu'il fixe.

(4) Le Conseil peut en outre rendre une ordonnance enjoignant au syndicat ou à l'organisation patronale de fournir une copie des états financiers qui lui ont été transmis aux termes du paragraphe (3) à ceux de ses adhérents qu'il désigne.

(c'est nous qui soulignons)

[11] Le présent Conseil ne semble pas avoir souvent été saisi d'affaires relatives à l'article 110. Le prédécesseur du Conseil a tranché de telles affaires dans des décisions rendues en 1985 et 1986. Ces deux décisions portaient principalement sur la même question, à savoir en quoi consistent les « états financiers » d'un syndicat et dans quelle mesure ils doivent être détaillés.

[12] Dans la décision *Fraser*, le Conseil canadien des relations du travail (le CCRT) a écrit :

L'obligation faite aux syndicats et aux associations patronales de fournir à leurs membres, s'ils le demandent, des renseignements sur leur situation financière a figuré pour la première fois dans le *Code* en 1978. Depuis lors, les dispositions de l'article 199.1 ont suscité peu de plaintes et, en aucune de ces occasions, le Conseil n'a exprimé ses opinions sur l'article même ou sur les normes à respecter.

La question que le Conseil doit trancher ici est de savoir si les états financiers fournis à la plaignante étaient suffisamment détaillés pour lui donner une image juste et fidèle des opérations financières de l'ACETA pour les exercices financiers couverts. Il nous semble inutile de reproduire ces états financiers dans les présents motifs de décision; après les avoir examinés soigneusement, nous estimons qu'ils sont conformes à l'esprit et à la lettre de l'article 199.1. Pour arriver à cette conclusion, nous avons tenu compte de l'opinion que la Commission des relations de travail de l'Ontario a exprimée dans **Murray G. Strong**, [1981] OLRB Rep. June 901, lorsqu'elle a jugé que les états financiers dont la présentation est exigée par la loi ne doivent pas obligatoirement donner des détails comme la source et la provenance de chaque dollar reçu et dépensé. Nous partageons l'avis de la Commission des relations de travail de l'Ontario, pour qui un état financier est simplement un relevé des actifs nets et un résumé des recettes et des dépenses d'une entité opérationnelle donnée. L'article 199.1 crée l'obligation de fournir ce document, lequel, s'il est préparé par un bureau d'experts-comptables réputé, répond bien aux normes minimales requises par le *Code*. Tous les autres aspects, comme les détails ou les justifications des dépenses, sont des questions qu'il doit être réglées de manière interne par les statuts ou les règlements du syndicat, et non par le *Code canadien du travail*. Le Conseil rappelle que, en vertu des statuts de l'ACETA, la plaignante a le droit de présenter ses demandes de renseignements au comité des finances de l'Association. Telle est la voie que la plaignante doit suivre. Sa plainte en vertu de l'article 199.1 est rejetée.

(*Fraser* (1985), 62 di 218; et 12 CLRBR (NS) 282 (CCRT n° 535), page 223)

[13] De la citation ci-dessus, nous retenons plus particulièrement le passage où il est indiqué qu'« un état financier est simplement un relevé des actifs nets et un résumé des recettes et des dépenses d'une entité opérationnelle donnée », et le passage soulignant qu'un tel document, « s'il

est préparé par un bureau d'experts-comptables réputé, répond bien aux normes minimales requises par le *Code* ».

[14] Le CCRT le confirme dans *Latrémoille* :

L'obligation créée par le Parlement par l'article 199.1 pour les syndicats ou les associations patronales peut se définir ainsi :

1. Elle n'est pas de fournir automatiquement et tous les ans un état des finances à chacun des membres. C'est seulement sur demande que le syndicat ou l'association patronale doit s'exécuter. Le Conseil ajoute à ce sujet qu'il sait que la majorité des syndicats majeurs le font de toute façon et pour tous leurs membres « as a matter of course ».

2. La copie de cet état des finances doit être gratuite.

3. Elle doit être certifiée conforme par le président et le trésorier ou par le président et tout autre dirigeant responsable de l'administration et de la gestion des finances.

4. Cet état des finances doit être suffisamment détaillé pour donner une image juste et fidèle de l'état des finances et des opérations financières du syndicat ou de l'organisation patronale.

Comme le Conseil le disait dans *Mary Fraser, supra*, pages 223; et 287, l'état financier prescrit par le *Code* est tout simplement un état de l'actif et du passif et un résumé des revenus et des dépenses et lorsqu'un tel état a été préparé par une firme comptable réputée, il contient ces postes et, selon le Conseil, rencontre les exigences du *Code* dans son article 199.1.

(*Latrémoille* (1986), 64 di 12; et 87 CLLC 16,030 (CCRT n° 551), page 15)

[15] Dans les deux affaires susmentionnées, le membre demandait à son syndicat de lui fournir une copie des états financiers du dernier exercice, et il ne semble pas qu'il demandait de copie d'états financiers d'un ou de plusieurs exercices précédents.

IV. Constatations

[16] Pendant toute la période pertinente, M. Ford était membre du syndicat. Les deux parties en l'espèce reconnaissent que M. Ford et son syndicat sont actuellement engagés dans un procès au civil devant les tribunaux de la Colombie-Britannique. Ce procès a débuté avant que M. Ford n'envoie, en novembre, une lettre au syndicat dans laquelle il lui demandait de lui fournir une copie de l'expertise comptable judiciaire.

[17] Dans une lettre datée du 6 novembre 2012, M. Ford demandait au syndicat de lui fournir, entre autres choses, « une expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui »

(traduction). Le Conseil tient à souligner que nulle part dans cette lettre M. Ford ne demande au syndicat de lui fournir des états financiers à proprement parler.

[18] Le Conseil estime que M. Ford a déposé une plainte auprès du Conseil pour obtenir une copie de cette « expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui ». Il s'agit d'un document que le syndicat a obtenu expressément pour faire avancer sa cause dans le procès qu'il a intenté au civil contre M. Ford. Le plaignant essaie donc, par extension, de se servir d'une plainte déposée devant le Conseil pour obtenir une copie de l'expertise comptable judiciaire complète utilisée dans le cadre du procès au civil.

[19] Il est clair, à la lecture de la plainte, que M. Ford croit que l'expertise comptable judiciaire que le syndicat a obtenue au soutien de sa cause dans le procès qu'il a intenté contre le plaignant est assimilable à des états financiers au sens du paragraphe 110(1) du *Code*.

[20] Les parties s'entendent sur le fait que M. Ford a été, pendant de nombreuses années, le secrétaire-trésorier de la section locale du syndicat, poste duquel il a démissionné en août 2012.

[21] Le Conseil constate que le syndicat a fourni à M. Ford, le ou vers le 16 avril 2013, une copie complète des états financiers combinés de la section locale 502 de l'ILWU pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, lesquels ont été préparés par un cabinet de comptables agréés situé à Vancouver, en Colombie-Britannique. Ces états financiers répondent aux exigences fondamentales énoncées au paragraphe 110(2) du *Code*; ces états financiers sont « suffisamment détaillés pour donner une image fidèle des opérations et de la situation financières du syndicat ou de l'organisation patronale » pour l'exercice pour lequel ils ont été préparés, en l'occurrence 2012, et comprennent également des valeurs de comparaison avec l'exercice 2011.

[22] Il ne fait aucun doute, à la lumière de l'extrait de la décision du CCRT dans *Fraser*, précitée, reproduit ci-dessus, que des états financiers préparés par un cabinet d'experts-comptables réputé « répond[ent] bien aux normes minimales requises par le *Code* ». Le Conseil est d'avis que les états financiers que le syndicat a fournis au plaignant dans une lettre datée du 16 avril 2013 ont été préparés par un cabinet d'experts-comptables réputé.

[23] En outre, le Conseil constate que la copie des états financiers produite ne satisfait pas à l'une des exigences fondamentales énoncées au paragraphe 110(1) du *Code*, en ce sens que, de

prime abord, elle ne semble pas « certifiée conforme par le président ainsi que par le trésorier ou tout autre dirigeant chargé de l'administration et de la gestion de leurs finances ». Étant donné que l'objectif visé par M. Ford en déposant sa plainte était d'obtenir une copie d'une expertise comptable judiciaire bien précise de 2009 à aujourd'hui, le fait que les états financiers généraux qui lui ont été communiqués ne satisfont pas à une exigence fondamentale n'entraîne aucune conséquence pratique sur l'issue de la présente plainte.

V. Analyse et décision

[24] L'article 16.1 du *Code* prévoit que le Conseil peut trancher toute affaire ou question dont il est saisi sans tenir d'audience. Ayant pris connaissance de tous les documents au dossier, le Conseil est convaincu que la documentation dont il dispose lui suffit pour trancher la présente plainte sans tenir d'audience.

A. Principale question à trancher – Portée d'une demande de communication des états financiers

[25] La première question que doit trancher le Conseil en l'espèce est de savoir si l'expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui est assimilable à des états financiers au sens de l'article 110 du *Code*. Nous sommes d'avis que non.

[26] Il est indéniable que le syndicat est tenu, aux termes de l'article 110 du *Code*, de fournir à M. Ford, sur demande de sa part, une copie de ses états financiers. Le Conseil constate que le syndicat a effectivement fourni les documents le 16 avril 2013. Cela dit, à la lumière de la jurisprudence citée précédemment dans les présents motifs de décision, il est clair que « l'expertise comptable judiciaire complète de 2009 à aujourd'hui » que le plaignant demande au syndicat de lui fournir n'est pas visée par les dispositions de l'article 110 du *Code*. Ce que le plaignant demande au syndicat de lui fournir n'est pas « simplement un relevé des actifs nets et un résumé des recettes et des dépenses d'une entité opérationnelle donnée », et c'est en réalité plus que ce qu'un syndicat est tenu de fournir aux termes du paragraphe 110(2) du *Code*. L'obligation générale de communiquer des états financiers généraux à laquelle est tenu le syndicat en application de l'article 110 du *Code* ne concerne ni n'englobe la communication d'une expertise comptable judiciaire bien précise.

[27] Le Conseil souligne également que les deux parties reconnaissent que l'expertise comptable judiciaire complète est utilisée dans le cadre d'une procédure au civil les mettant en cause toutes les deux. Le Conseil n'est pas, bien évidemment, l'instance à laquelle il faut s'adresser pour obtenir des documents ou d'autres renseignements susceptibles d'être utiles dans le cadre d'une action au civil. Cette question relève des règles de procédure et de la compétence des tribunaux civils. L'obligation générale de communiquer certains documents prévue au *Code* ne peut être considérée à juste titre comme un outil à utiliser dans le cadre d'un procès en particulier devant les tribunaux judiciaires.

[28] Par ailleurs, il est important de souligner que la citation tirée de la décision *Fraser*, précitée, reproduite ci-dessus, se poursuit ainsi : « Tous les autres aspects, comme les détails ou les justifications des dépenses, sont des questions qui doivent être régies de manière interne par les statuts ou les règlements du syndicat, et non par le *Code canadien du travail*. » Le Conseil souscrit à cette déclaration. L'expertise comptable judiciaire complète que le plaignant a demandée au syndicat dans sa lettre datée du 6 novembre 2012 va beaucoup plus loin que le type d'états financiers dont il est question au paragraphe 110(1) du *Code*. Autrement dit, aux termes du paragraphe 110(1) du *Code*, un membre d'un syndicat n'a pas qualité pour demander au Conseil d'ordonner la communication d'une expertise comptable judiciaire complète. Le Conseil conclut qu'une expertise comptable judiciaire ne constitue pas les « états financiers » d'un syndicat au sens du *Code*. Par conséquent, un syndicat n'est aucunement tenu de fournir un tel document à un de ses membres.

[29] Le Conseil rejette la plainte au motif que l'expertise comptable judiciaire demandée n'est pas assimilable à des états financiers au sens de l'article 110 du *Code*.

B. Question subsidiaire – La date de présentation de la demande de communication des états financiers

[30] Comme il a été mentionné précédemment, la plainte soulève également une question subsidiaire relative à la date de présentation de la lettre initiale de M. Ford au syndicat. Il demande la communication de documents financiers précis portant sur la période allant « de 2009 à aujourd'hui » (traduction). Ni le Conseil ni son prédécesseur ne semblent avoir déjà été saisis d'une affaire portant sur la question de la date de présentation d'une telle demande.

[31] Pour les besoins de cet aspect de la plainte, le Conseil attire précisément l'attention sur le libellé du paragraphe 110(1), selon lequel les syndicats sont tenus de « fournir... une copie de leurs états financiers à la date de clôture du dernier exercice ». Le passage correspondant dans la version anglaise est formulé en ces termes : « shall... provide... a copy of a financial statement of its affairs to the end of the last fiscal year ».

[32] Le Conseil comprend de ce passage qu'il limite la période pour laquelle des états financiers peuvent être demandés en vertu de l'article 110 du *Code*. Un membre d'un syndicat est libre de demander à tout moment une copie des états financiers, mais les seuls états financiers que le syndicat est tenu de fournir sont ceux portant sur le dernier exercice complet, ou le plus récent. Soulignons que M. Ford a présenté sa demande au syndicat pour la première fois dans une lettre datée du 6 novembre 2012. À ce moment-là, le dernier exercice complet (ou plus récent) du syndicat était celui de 2011. Par conséquent, au moment où le plaignant a présenté sa demande par écrit au syndicat, les seuls états financiers que ce dernier était tenu de fournir aux termes du *Code* étaient ceux de l'exercice 2011.

[33] En guise d'observations générales, rien n'empêche un syndicat de fournir à ses membres une copie de ses états financiers des exercices précédents s'il le souhaite, mais aucune disposition de l'article 110 du *Code* ne l'oblige à le faire.

[34] Le Conseil a déjà conclu que la demande de communication d'une expertise comptable judiciaire présentée par le plaignant n'est pas visée par l'article 110 du *Code*. Quoi qu'il en soit, le Conseil conclut également que la partie de sa demande portant sur les exercices 2009 et 2010 est irrecevable. Selon l'article 110 du *Code*, le devoir de communication des états financiers auquel est tenu le syndicat se limite « à la date de clôture du dernier exercice ». Au moment où M. Ford a présenté sa demande au syndicat, le dernier exercice était celui de 2011. Étant donné la date de sa demande, à supposer que celle-ci eût été visée par l'article 110 du *Code*, le syndicat n'aurait pas été tenu de fournir au plaignant les états financiers de 2009 ni de 2010. Même si le Conseil avait établi que la plainte était fondée (conclusion à laquelle le Conseil n'est pas arrivé en l'espèce), il n'aurait pas ordonné au syndicat de communiquer les états financiers de 2009 ni de 2010.

VI. Conclusion

[35] Pour tous les motifs énoncés ci-dessus, la plainte est rejetée.

[36] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil et elle est signée en son nom par

Traduction

William G. McMurray
Vice-président

John Bowman
Membre

André Lecavalier
Membre